



CIBLE

Égalité !

Les journaux sur papier acquittent une TVA au taux réduit de 2,1% alors que pour les publications en ligne la TVA est de 19,6%.

Cette différence de traitement est scandaleuse. Elle l'est d'autant plus que des médias numériques tels que *Mediapart* et *Arrêt sur images* vivent de leurs abonnés et n'acceptent pas les subventions publiques que la presse imprimée absorbe goulument : *Le Monde*, par exemple, a reçu 18,6 millions d'euros en 2012. Des rapports, nombreux, ont souligné l'impératif d'égalité et des ministres, non moins nombreux, se sont engagés à le faire prévaloir.

Pourtant, l'administration fiscale effectue des contrôles fiscaux, opère des redressements et met à l'amende des médias en ligne. Leur faute ? Ils ont cru au moratoire de fait dont les pouvoirs publics reconnaissaient l'existence et ils ont appliqué le taux réduit dans l'attente des textes mettant fin à la discrimination qui compromet leur avenir.

Mediapart a lancé un Appel pour l'égalité fiscale. *Royaliste* y souscrit.

Grèce

Au cœur du chaos

Diplomatie

Les victoires de la Russie

p. 4

Idées

Jean-Claude Guillebaud

p. 9

Une passion française

À l'heure où il est de bon ton de condamner intégralement l'aventure coloniale française, trois expositions nous permettent de prendre la vraie mesure de la présence française en Indochine et son impact.

L'exposition *Indochine des territoires et des hommes (1856-1956)* du Musée de l'Armée aux Invalides (1) nous offre une vaste fresque de la présence française dans les territoires indochinois. Les questions géopolitiques y tiennent une place de choix présentant de manière très didactique les motifs de la colonisation et de son échec final, à travers cartes, lettres, documents. Les uniformes et les armes ne sont pas oubliés, ce qui se conçoit aisément en ce lieu. L'exposition rappelle à juste titre que la maîtrise de ces territoires ne sera jamais totale. Il faudra attendre la fin du XIX^e siècle pour voir anéanties des bandes de brigands chinois comme les Pavillons noirs.

Une société transformée

Mais l'exposition ne se réduit pas à la présentation des questions géopolitiques. L'action des administrateurs coloniaux est présentée, notamment la mise en valeur et l'exploitation des territoires à travers l'évocation de quelques grandes figures comme André Sarraut ou le colonel Gallieni. Des actualités

cinématographiques permettent de découvrir les différents aspects de leur politique (infrastructures, industrie, agriculture). On découvre non sans intérêt les projets de Grand Saigon élaborés au début de la colonisation, projet conçu pour concurrencer Singapour et Hong Kong.

Certains administrateurs se montrent parfois soucieux de l'amélioration du sort des populations locales mais les résultats sont limités. L'action de l'Institut Pasteur, à travers le Suisse Alexandre Yersin et son centre de recherche médicale de Dalat, est évoquée. Les ambitions ethnographiques du pouvoir colonial sont révélatrices d'un désir de connaissance mis au service d'une politique d'encadrement des populations locales.

L'œuvre scolaire, même si elle n'ouvre la porte des écoles et des lycées français qu'à une très petite minorité, contribue à l'émergence de nouvelles élites commerçantes, politiques et artistiques. La société coloniale est aussi abordée sous l'angle de la ségrégation urbaine entre quartiers européens et quartiers traditionnels, la population

européenne se regroupant essentiellement à Saigon et Hanoï. Si la brutalité de la société coloniale n'est pas absente de l'exposition, sa réalité quotidienne aurait pu être davantage mise en lumière. Cette brutalité explique la résurgence du nationalisme dès 1930 qui s'exprimera pleinement après la Seconde Guerre mondiale avec l'issue que l'on connaît. L'exposition n'en reste pas moins d'une remarquable richesse tant par son contenu que par la variété des supports proposés.

Une terre de rencontre

Les deux expositions **An-
gkor, naissance d'un mythe** (2) et *Indochine (1920-1950) Voyage d'artiste*, (3) constituent un très utile complément de la précédente. Ils mettent en lumière la rencontre entre la France, le Vietnam et le Cambodge à travers deux personnages passionnés : Louis Delaporte (1842-1925) et Vincent Tardieu (1870-1937). Le premier va consacrer la majeure partie de sa vie à faire connaître l'art khmer en France, généralement ignoré quand il n'est pas méprisé. Le second crée en

1924 l'école des Beaux-Arts de Hanoï, lieu de rencontre entre l'art européen et l'art vietnamien. L'exposition Angkor est conçue par ses commissaires comme une réhabilitation du travail de Louis Delaporte. Elle nous permet de découvrir aussi bien le fruit de ses expéditions (dessins, plans, moulages) ou des expéditions qu'il organise lorsque sa santé ne lui permet plus de voyager. Elle nous montre son acharnement à doter la France d'un musée consacré à l'art khmer, vœux partiellement réalisé avec l'installation de ses collections dans le palais du Trocadéro en 1878. La seconde exposition offre une large place aux œuvres des élèves de Vincent Tardieu, sans oublier l'œuvre d'autres peintres comme André Maire. Enfin, les trois expositions montrent à quel point l'Indochine a nourri une certaine forme de culture populaire (romans, chansons, illustrations, affiches pour les expositions) et combien elle a su faire rêver, même si le rêve était parfois loin de la réalité.

Marc SÉVRIEN

(1) « *Indochine, des territoires et des hommes* », Musée de l'Armée, Hôtel National des Invalides, 129 rue de Grenelle, 75007 Paris ; jusqu'au 26 janvier 2014. <http://www.musee-armee.fr>

(2) « *Indochine 1920-1950, voyage d'artistes* », Musée des Années Trente, espace Landowski, 28 avenue André Morizet, 92100 Boulogne-Billancourt ; jusqu'au 16 février 2014. <http://www.museeannees30.com>

(3) « *Angkor, l'invention d'un mythe* », Musée des Arts asiatiques Guimet, 6 place d'Iéna, 75116 Paris ; jusqu'au 13 janvier 2014. <http://www.guimet.fr>

royaliste
BIMENSUEL DIRECTEUR POLITIQUE BERTRAND RENOUVIN

Rédaction-administration

38, rue Sibuet 75012 Paris
Tél : 01 42 97 42 57
Dir. publication : Yvan Gault
Com. paritaire : 05 14 - G 84 801
ISSN 0151-5772

SOMMAIRE

P2 : Indochine : Une passion française - P3 : Chili : Vers la fin du tout-ultralibéral - Écho des blogs - P4 : Économie : Le prix de l'argent - P5 : Le nouvel an russe - Brèves - P6/7 : Grèce : Au cœur du chaos - P8 : La France, l'Europe et l'histoire - P9 : Idées : Jean-Claude Guillebaud par lui-même - P10 : Des vérités pas toujours délicates - Retour de flamme - P11 : Les *Mercredis de la NAR* - Voeux - Internet - P12 : Éditorial

Vers la fin du tout ultra-libéral

Aucune surprise : c'est avec une majorité confortable que Michelle Bachelet a été élue pour la deuxième fois à la Présidence du Chili. La parenthèse de droite de Sebastian Piñera est fermée, et la gauche reprend les rênes du pouvoir.

O n le disait en 1968 : quand la jeunesse a la fièvre c'est que le pays est malade. C'est bien le cas au Chili, et si ce sont surtout les étudiants qui manifestent, c'est la société dans son ensemble qui, après être sortie des derniers avatars politiques de l'ère Pinochet, veut maintenant en finir avec la philosophie ultra-libérale chimiquement pure instaurée à partir des années 80 et qui régit encore tous les aspects de la vie au Chili, en particulier l'éducation.

Les révoltes étudiantes avaient atteint leur point culminant avant les vacances de l'été austral de février 2012. Moins médiatisées, elles se sont poursuivies à la rentrée et n'ont jamais cessé depuis. Moises Paredes, représentant des étudiants, un peu snobé par les media (moins *pipeulisable* que la belle Camila Vallejos qui l'avait précédé dans le job), l'avait rappelé lors de son tour d'Europe cet automne : « *les revendications pour sortir de l'édification lucrative sont plus fortes que jamais. Et le résultat de cette fièvre s'est traduit par un score sans appel pour la gauche : 62 % contre 38 % pour la candidate de la droite.* »

Maintenant Michelle Bachelet, qui a l'expérience du pouvoir puisqu'elle a été présidente de 2006 à 2010, et qui incarne l'espoir de toute la population, se trouve devant la dure tâche d'en finir avec le tout-libéral (elle avait d'ailleurs entamé ce travail lors de sa première mandature). Ses réformes vont commencer par celles de l'édu-

cation, comme elle l'a signalé lors de son investiture : « *Le profit ne peut être le moteur de l'éducation parce que l'éducation n'est pas une marchandise, c'est le droit de tous et de toutes.* » Mais elles devront vite s'étendre au (non) régime des retraites, lesquelles au Chili sont intégralement fondées sur la capitalisation et ont abouti à plonger dans la misère la majorité des retraités. Puis au système de santé, enfin à tout le reste.

Bref, elle devra réparer les dégâts énormes que l'ultra-libéralisme absolu a fait dans la société chilienne, tout en maintenant la croissance et les profits que ce système apporte au pays.

Difficile jeu d'équilibriste qui passe par une révision profonde de la Constitution de 1980, et qu'il sera très important d'étudier et de suivre, car si le Chili a été le laboratoire des *Chicago Boys*, il devient maintenant celui de la restauration d'une société détruite par l'application sans états d'âme de principes : nous aurons peut-être à nous en inspirer un jour...

Y arrivera-t-elle ? Elle a en tout cas beaucoup d'atouts en mains : une très bonne connaissance du système politique chilien, une réputation sans tache aux niveaux national et international, l'appui de la plupart des pays de la région, et un soutien très fort des Chiliens, sans oublier une opposition en pleine déconfiture. Et puis... son arrière-grand-père était de Meursault !

François VILLEMONTX

La guerre de tous contre tous

Le constat établi par Jacques Sapir dans un article intitulé *l'économie cannibale* (1) éclaire la finalité des politiques de sauvetage de l'euro « *L'économie de la zone euro est en train de se dévorer elle-même ou plus précisément une partie de la zone (l'Allemagne et globalement les pays du Nord) est en train de dévorer l'économie des pays du Sud.* »

Pour ceux-ci les politiques imposées par la troïka de « *dévaluation interne ne peuvent trouver leur salut qu'au dépens des autres, car il n'y a plus de marché intérieur.* »

En écho à ce constat un article titré *économie de guerre au Portugal* décrit le vécu des Portugais. (2) Son auteur Cristina Semblano est économiste et enseignante à l'université à Paris-IV Sorbonne. Elle dresse l'aboutissement de trois années de cette politique.

Le tableau est terrifiant ; un chômage de masse seulement contenu par un exode devenu massif rappelant les plus noires années de la dictature salazariste, un appauvrissement de tout un peuple qui doit subir la hausse répétée des prélèvements, une baisse de revenus et la disparition progressive des services d'éducation et de santé...

En économiste Cristina Semblano chiffre le résultat de cette politique et désigne son unique bénéficiaire : « *Chaque euro de déficit économisé au Portugal s'est traduit par une perte de 1,25 € du PIB et une augmentation de 8,76 € de la dette ; c'est ainsi que les créanciers sont assurés d'avoir toujours une dette à financer.* »

Dans cette situation de **guerre de tous contre tous** étendue à toute l'Europe, que faut-il penser des déclarations gouvernementales sur la nouvelle directive du détachement de travailleurs ? Le ministre aux Affaires européennes Thierry Repentin a avancé l'idée d'un salaire minimum européen qu'il n'a bien sûr pas obtenu. Le gouvernement s'est félicité de l'accord qui « *est en tout point conforme à ce que voulait la France.* »

Pourtant Laurent Pinsolle sur son blog (3) nous explique que « *la plus grosse faille vient du fait que les intérimaires étrangers ne cotisent pas à notre système de protection sociale, ce qui peut réduire de 40 % leur coût de travail !* » Là rien n'est dit. Quelles seraient les **avancées** de l'accord ?

Selon le syndicat FO (4) « *un renforcement des contrôles car les États pourront exiger des entreprises envoyant des travailleurs détachés un certain nombre de documents, et une responsabilisation des donneurs d'ordre vis à vis de leurs sous-traitants : ils devront s'assurer que la législation du pays hôte est respectée. Mais cette mesure ne devrait concerner que le secteur du bâtiment et sera soumise à la validation du dispositif par le pays d'origine...* »

De fait c'est la politique de libre circulation des travailleurs appauvris au seul bénéfice des pays du nord qui est relancée.

François ENNAT

(1) <http://russeurope.hypotheses.org>

(2) <http://www.liberation.fr>

(3) <http://www.gaullistelibre.com>

(4) <http://www.force-ouvriere.fr>

Le prix de l'argent

Les motifs de satisfaction gouvernementaux sont suffisamment rares pour que ceux qui subsistent fassent l'objet d'une exploitation médiatique plus ou moins habile mais en tout cas tonitruante. Il en va ainsi des taux d'intérêts, le prix de l'argent, qui sont, nous dit-on, historiquement bas. Ben voyons... Explications.

Investir pour produire nécessite d'avoir les fonds nécessaires pour y parvenir. Chaque emprunt d'argent se fait moyennant le versement d'un intérêt visant à rémunérer le prêteur. Il en va de même pour toutes les activités économiques qui requièrent des fonds pour se procurer marchandises et services. Selon les périodes et les situations économiques, les taux affichés, dit **nominaux**, sont plus ou moins élevés, ce qui facilite les investissements en cas de baisse des taux ou les contrarie en cas de hausse. L'arme de l'encadrement du crédit permettait jadis de faciliter l'octroi de fonds par les banques lorsqu'il était nécessaire à l'économie de se développer, et dans le cas contraire, des restrictions pouvaient lui être apportées pour éviter trop d'inflation ou une surchauffe de l'économie.

Baisse des taux nominaux

Aujourd'hui, il est de fait que les taux pratiqués, tant aux ménages qu'aux entreprises sont assez bas. Ou du moins paraissent assez bas, puisqu'il convient de regarder non les taux nominaux affichés mais les taux réels pratiqués. Le taux **réel** correspond au prix réel de l'argent, c'est-à-dire au taux nominal qui est appliqué, moins le chiffre de l'inflation. L'inflation signifie, outre la montée des prix, la per-

te de valeur de la monnaie de référence. Exemple : l'Italie a lancé ses derniers emprunts à un montant nominal de 4,1 %. C'est-à-dire que le pays paiera en sus du capital qu'il a emprunté, un « plus » de 4,1 % par an sur la période considérée.

La première réaction est de noter que Rome s'en sort plutôt bien compte tenu de la santé pour le moins déficiente de son économie. Et nos eurocrates de se gargariser en nous claironnant combien leur monnaie est géniale et combien loin derrière nous est la crise de l'euro. C'est notamment l'antienne que nous chante à longueur de temps d'antenne notre ministre des Finances, Pierre Moscovici, le pâle Trissotin de la finance. C'est facile et bien pratique tant que se trouvent des gogos et des crétins prêts à tout pour ne pas avoir à changer de religion monétaire.

Et constance des taux réels

Or, la réalité est autre et, comme à l'accoutumée, c'est vilain la réalité. Elle refuse encore et toujours d'entrer dans les vues de nos dirigeants. Parce que, si l'Italie emprunte à 4,1 %, taux nominal, son faible taux d'inflation de 0,6 % l'an fait que le taux réel auquel elle emprunte sur les marchés est de 4,1 % moins 0,6 %, soit 3,5 %. Et c'est cher 3,5 % pour un pays exsangue. L'Italie

n'est qu'un exemple. Les pays du sud de l'Europe sont tous logés à la même enseigne. Impossible donc de concevoir une reprise des investissements, et partant de l'emploi, dans de telles conditions de cherté du crédit. Les taux réels qui seuls comptent, sont donc constants.

La situation est déjà difficile quand le taux d'inflation est faible mais elle devient terrible lorsqu'elle est négative, comme en Espagne qui connaît la déflation. Donc, la part de la dette dans le PIB continue de croître. Les politiques de baisse des coûts internes : baisse des salaires, baisses ou suppression de certaines aides sociales, loin de faire repartir la croissance, plongent ces pays dans la récession.

Avec des taux réels constants et une baisse du PIB, il est évident que le ratio dette/PIB continue de grimper et continuera de grimper tant que des mesures de dévaluation ne pourront être prises. Les politiques d'ajustements structurels, loin d'apporter le moindre début d'amélioration de la situation économique des pays du sud, contribuent à les rendre plus faibles encore.

Éternel mensonge

En résumé, il est stupide de présenter la baisse des taux nominaux comme des succès dus à la bonne politique de gestion de l'euro. Seuls les rentiers tirent

profit de cette situation et leur poids pèse très négativement sur les économies de nos pays.

La grogne monte qui, pour le moment, ne débouche nulle part sur une action politique qui serait salvatrice. La seule chose que l'on sache avec certitude c'est que la situation se dégrade de semaine en semaine et que viendra forcément le moment où des ajustements extrêmement douloureux auront lieu.

Certains s'y préparent d'ailleurs. Madame Merkel par exemple qui semble selon ses déclarations récentes penser que la monnaie unique ne peut éternellement tenir sans qu'un saut nouveau dans l'intégration européenne ne soit effectué. Or, dudit saut, personne ne veut et certainement pas les Allemands, peu enclin à payer la note que cela impliquerait. (1)

Certains de nos puissants commencent à s'émouvoir de la situation (2) et déclarent ouvertement que la stratégie allemande est de pure égoïsme et que les projets de la Chancellerie, telle son idée de « contrats » avec les pays européens, ne peut que mener l'Union à sa perte et la monnaie unique *ad patres*.

Pour le moment, même si des alarmes commencent à apparaître, point question pour les gouvernants européens de changer de cap. On attendra qu'il soit trop tard. Pendant ce temps, les bien-pensants sont encore tranquilles... Ils s'accrocheront jusqu'au bout à leur *radeau de la Méduse* monétaire.

Et tant que *Le Monde* et *Libération* écrivent à longueur de colonnes que tout va mieux...

Charles GUÉMÉNÉ

(1) Blogs de Jacques Sapir : <http://russeurope-hypothese.org>

(2) Laurent Faibis & Olivier Passet dans *Les Échos* 23 décembre 2013.

Nouvel an russe

Depuis le G 8 de Saint-Petersbourg en septembre, Vladimir Poutine occupe le devant de la scène internationale. Il devrait dominer l'année 2014, car il est le seul à avoir un plan et à s'y tenir.

Depuis septembre, Poutine enchaîne succès sur succès, de la résolution du conflit des armes chimiques avec la Syrie jusqu'au sauvetage financier de l'Ukraine. Ces succès sont tout à fait réels (et non, comme l'écrivait *Le Monde* du 25 décembre, de « drôles de succès »). Le premier a été consensuel (*Royaliste* n° 1040). Le second aurait dû l'être aussi s'il n'avait coïncidé avec une phase sensible dans les négociations de partenariat avec la Commission européenne (*Royaliste* n° 1046). L'erreur de l'éditorialiste du *Monde* précité est en effet de considérer que M. Poutine n'admet de gagner que si l'Occident (sic) perd. Celui qui nous le montre bien n'est autre que Mikhaïl Khodorkovski, l'oligarque le plus opposé à Poutine, libéré après dix ans de détention et qui a rejoint sa famille en Allemagne. Dans une interview à la BBC, il répondait que la question n'était pas de savoir – dans son cas personnel – qui avait gagné ou perdu mais que « *chacun puisse penser qu'il a gagné* », en d'autres termes une relation gagnant-gagnant selon l'expression consacrée.

Un léger retour en arrière s'impose. L'ex-magnat de l'ex-complexe pétrolier Ioukos peut en effet arguer du fait que la production a dans la décennie Eltsine été multipliée par 2 ou 3. Il oublie de dire que c'est pour avoir succombé au *lobbying* des « majors » américaines qu'il est tombé sous le coup de la justice. Le libérer aujourd'hui d'une manière aussi spectaculaire en dit beaucoup non seulement sur la bonne santé du secteur pétroli-

ère russe mais encore plus sur les relations avec les États-Unis. Poutine n'a plus à craindre ni Washington ni Houston (centre de l'industrie pétrolière américaine). Obama fait profil bas. Ce fut criant au sommet du G8. Parce que Poutine n'a pas cédé au chantage sur Edgar Snowden, l'agent contractuel qui a fait défection de la N.S.A. (Agence de Sécurité Nationale), toujours réfugié en Russie. Outre cet **otage**, qui s'est librement constitué, Poutine a su trouver par deux fois, sur la Syrie et sur l'Iran, le point de rencontre des intérêts avec Washington. Magnifique joueur d'échecs (en parlant de succès !). Khodorkovski, homme des Américains, la manœuvre, alors très réelle, avait été éventée. Dix ans après, elle n'est plus pertinente.

Deux autres leçons sont à retenir de cet épisode Khodorkovski : le premier concerne l'Allemagne, le second ce que l'on appelle la démocratie en Russie. L'ex-oligarque a aussitôt rejoint sa famille à Berlin. Mais qui était à l'accueil ? Un survivant des années folles (de Gorbatchev à la chute du Mur) : Hans-Dietrich Genscher, éternel ministre des Affaires étrangères (1974-1992). C'est à cet admirateur de Bismarck et à ce praticien de la relation russo-allemande, aujourd'hui âgé de 86 ans, que l'on doit la négociation des termes de la libération du magnat ! Comme quoi tout cela ne sort pas du chapeau, mais d'une pensée structurée et d'une action diplomatique. L'arrivée à la tête de l'Auswaertiges Amt dans le gouvernement de grande coalition d'un social-démocrate digne successeur

du libéral Genscher dans la relation avec la Russie, Frank Steinmeier, conforte cette perspective minorée par Bruxelles et de nombreux États-membres.

Khodorkovski n'a pas déclaré, comme on l'a lu partout, avoir renoncé à la politique, comme si cela aurait été une condition de son élargissement. Il a bien fait la distinction entre le combat électoral ou partisan et l'engagement démocratique. En désavouant le premier, il se démarquait de ceux qui voudraient voir en lui le chef de l'opposition, un alter-Poutine contre-Poutine. L'Occident s'était déjà fourvoyé en voulant faire tenir un tel rôle à Medvedev. Côté démocratie, Poutine n'est certes pas le dernier à ignorer le mouvement de la société russe en profondeur. Comme pour l'Ukraine, ce n'est plus comme il y a dix ans l'opposition d'une « Russie américaine » – émanation plus ou moins organisée d'une « Amérique russe » des lobbies – et d'une Russie slavophile sinon eurasienne, mais d'une aspiration générale et modérée, qui devrait donc être gagnante-gagnante et partant consensuelle.

La libération de Khodorkovski n'est pas la victoire des oligarques (Berezovsky, Goussinsky et consorts) mais une victoire de la Russie sur elle-même et son environnement international. Si tout se poursuit selon le plan et si les jeux olympiques d'hiver de Sotchi sont un « succès », le corps politique et social russe devrait être à même de franchir en 2014 de nouvelles étapes. Khodorkovski n'exclu pas que cela se passe sous et avec Poutine, ni contre lui ni après lui.

Yves LA MARCK

Brèves

Afrique du Sud

Dans l'éloge unanime rendu à **Nelson Mandela**, sa filiation au clan royal des Thembu de l'ethnie Xhosa est soulignée pour expliquer son autorité et sa légitimité de chef ayant su rassembler sur son nom les peuples d'Afrique du Sud.

Bulgarie

Au début du mois, **Siméon de Bulgarie** a réagi à la politique de migration mise en place par l'Union européenne. Il dénonce une atteinte au droit à la libre circulation des Européens et s'en prend à l'hystérie de certains médias français et anglais visant les Bulgares et les Roumains. Il a par ailleurs participé à une assemblée du *NDSV*, le parti qu'il avait créé en 2001 lors de son arrivée au gouvernement, pour l'inciter à être présent aux futures élections.

Grèce

Dans une interview le prince **Nicolas de Grèce** motive son récent retour à Athènes par sa volonté de s'occuper des problèmes du peuple grec. Il songerait à lancer un mouvement politique.

Népal

L'élection de l'assemblée constituante a vu le retour des royalistes du *Rastriya Prajatantra Party*. Fait majeur, la lourde défaite des maoïstes dont le chef ne siègera pas dans la nouvelle assemblée. Ils contestent la régularité du scrutin donnant une majorité aux partis de la droite et du centre. L'éventualité d'une reconnaissance de l'ancien roi **Gyanendra** comme autorité religieuse des hindouistes népalais est évoquée.

KERDEVY

Au cœur du chaos

Historien et ethnologue, Panagiotis Grigoriou a longtemps enseigné en France. Revenu en Grèce, il observe depuis 2010 les effets de la thérapie de choc dictée sous forme de mémorandums par le FMI, la Commission de Bruxelles et la Banque centrale européenne. Une nation est asservie, une Constitution est violée, un peuple est martyrisé pour que l'euro survive. La tragédie grecque ne peut nous laisser indifférents : elle est la pointe extrême des programmes d'austérité.

Nous voici au cœur du chaos. Dans cet effondrement général, la violence régit un nombre toujours croissant de relations sociales et meurtrit ou menace de cent manières les individus. Elle est le fil rouge qui relie les chroniques quasi quotidiennes que Panagiotis Grigoriou a réunies dans son livre. (1)

La violence spectaculaire, celle des manifestations réprimées par une police plus ou moins complice de provocateurs cagoulés, n'est pas la plus effrayante. Et celle des extrémistes de l'Aube dorée, portés au Parlement par la colère et le désespoir, n'est pas la plus inquiétante. Il faut bien s'être dénoncé la répression policière et les néo-nazis mais sans jamais oublier la violence silencieuse qui circule d'un bout à l'autre du pays.

On se suicide d'une balle, par défenestration, par immersion... On prend la route de l'exil vers l'Allemagne, l'Angleterre, l'Australie... On fait un infarctus en apprenant que son salaire est réduit de moitié. On meurt de son cancer, faute d'avoir été soigné. On survit dans l'angoisse, en

travaillant sans être payé pour bénéficier d'une couverture sociale. On a peur des agressions et des cambriolages qui se multiplient. Et plus encore, on a peur pour les enfants qui vont grandir dans un pays où ils n'ont pas d'avenir.

Panagiotis Grigoriou ne relate pas ces drames et ces tragédies pour éveiller notre compassion mais pour nous avertir : la Grèce est un laboratoire dans lequel on teste les réactions des classes moyennes et populaires à la thérapie de choc, afin de savoir jusqu'où on peut aller avec les peuples voisins qui sont déjà engagés dans le processus – l'Espagne, le Portugal, l'Italie – ou qui sont comme nous autres Français soumis à de simples programmes d'austérité. Il est donc essentiel d'observer la Troïka dans ses basses œuvres. La seule loi que connaissent les agents du FMI, de la Commission et de la BCE, c'est le Mémorandum dans sa version de 2010 puis dans celle de 2012 qui impose à la Grèce une déflation d'une extrême sévérité : salaires, prestations sociales et dépenses publiques subissent des baisses drastiques qui mettent en péril toute l'économie des

besoins vitaux... sans que la dette puisse être remboursée.

Pour que la Troïka soit en mesure d'appliquer son programme, il fallait passer d'une démocratie corrompue et clanique à une « méta démocratie » qui répond exactement à la définition de l'oligarchie. Le peuple grec n'a pas été consulté par référendum sur les mémorandums et le gouvernement issu des élections de juin 2012 repose sur une coalition de partis minoritaires (48 % des voix) et totalement discrédités, qu'il s'agisse de la Nouvelle Démocratie ou de ce Pasok qui piétine le socialisme aussi vigoureusement que nos hollandistes. Comme la Constitution grecque est froidement violée, comme les affairistes et les « bancocrates » sont légion dans le milieu dirigeant, le (peuple menu) a de bonnes raisons de clamer que le pays est la proie d'une bande de voleurs. La crise de légitimité est totale.

Les malheurs de la Grèce laissent de marbre les Allemands informés par une presse qui méprise ce pays du *Club med* et par maints Français qui estiment que les Grecs, paresseux et fraudeurs, n'ont que ce qu'ils méritent.

Après la jouissance, le sacrifice ? Dans les démocraties, les peuples exercent des responsabilités politiques mais les délits, les crimes et les fautes morales sont de la responsabilité d'individus et de groupes identifiables – le gouvernement allemand, plus que tout autre, devrait s'en souvenir. Quant à la Grèce, il n'y a pas de culpabilité collective. Panagiotis Grigoriou rappelle les tragédies précédentes – la guerre, l'Occupation, la guerre civile de 1944 à 1949, la dictature des Colonels. Comme en France à la Libération, comme en Espagne après le franquisme, il est compréhensible que les Grecs aient cherché à vivre agréablement après le retour à la démocratie en 1974. Ce qu'il faut surtout comprendre, ce sont les particularités de la société grecque, sortie de l'Empire ottoman sans accomplir sa révolution. *« Ainsi, jamais en Grèce une classe bourgeoise et sa culture afférente n'ont véhiculé un esprit d'innovation à l'occidentale, qui combatte de front le traditionalisme des structures patriarcales et agraires au sein de la société pas tout à fait civile. »* L'État ne s'est pas séparé de la société ; par le biais du clientélisme partisan, il faisait partie d'un système de troc indifférent à l'intérêt général : *« L'électeur échangeait sa voix contre de la protection, tandis que le personnel politique offrait de l'État aux électeurs, d'où ce sentiment, en particulier dans une certaine fonction publique*

grecque, que l'État appartient à ses agents, et non pas l'inverse. » Le régime politique grec était parlementaire et libéral mais, sous la monarchie comme après la dictature, il n'a pas su devenir républicain au sens de la *politéia*.

Du moins, le pays vivait modestement – et sans dette – de son agriculture et de sa petite industrie. L'entrée dans la Communauté Économique européenne le 1^{er} janvier 1981 fut vécue comme une magnifique promesse de modernisation et de prospérité. Les fonds structurels européens furent reçus avec allégresse mais ils se répandaient dans les structures préexistantes, aggravant le clientélisme : « c'était l'époque de l'argent facile, de l'occidentalisation par le consumérisme et par la folie boursière. » Bruxelles n'ignorait rien du phénomène mais laissait faire. Après la chute du Mur, la Grèce, comme tant d'autres pays, fut emportée par les mécaniques perverses de la mondialisation heureuse. La Grèce produisait peu mais achetait beaucoup d'équipements étrangers, européens et américains, dans des conditions plus que douteuses : « pour *aider un peu* à ce que nos gouvernants fassent les bons choix lors des appels d'offre et signent les contrats avec les bons partenaires commerciaux, des sociétés du capitalisme globalisant durent corrompre un grand nombre d'acteurs politiques et économiques grecs : les sommes de ces pots-de-vin s'élevèrent à des dizaines de millions d'euros, selon plusieurs enquêtes publiées en Grèce et ailleurs. L'organisation des Jeux olympiques à Athènes, en 2004, a été un moment historique de cette folie mercantile. »

Comme un faux miracle ne se produit jamais seul, l'oligarchie grecque se jeta dans l'euro avec enthousiasme. Un Premier ministre socialiste, Kostas Simitis, trouva un slogan dont les Grecs vérifient jour après jour la parfaite imbécillité : **La Grèce forte do-**



tée d'une monnaie forte. Panagiotis Grigoriou se souvient que l'euro fonctionna comme un piège infernal : les banques empruntaient à 1 % à la BCE, prêtaient à des taux supérieurs (2 à 4 %) aux États et harcelaient les particuliers pour qu'ils prennent sans la moindre formalité des crédits remboursables à des taux situés entre 3,5 et 25 %. Pour beaucoup, ce fut la belle vie qui se paya d'une déculturation que les Colonels n'avaient pu réussir : « vivre à crédit, rouler en Mercedes noire, faire ses emplettes dans des centres commerciaux tout gris, dont l'architecture était en parfaite rupture avec le climat et la lumière du pays, voilà ce qui était alors *tendance* chez nous. »

Tout cela créa du déficit budgétaire et de la dette, qui provoquèrent en 2010 de vertueuses indignations. Les professeurs de morale, qui sévissent encore, font mine d'oublier la longue liste des banquiers pousse-au-crime, des maîtres corrupteurs, des experts en filouteries comptables qui ont poussé tout un pays, victime d'une monnaie trop forte, dans une existence fantomale.

À deux pas des circuits touristiques, *la Grèce fantôme* ne se révèle pas seulement dans

les chiffres du chômage et de la déflation salariale. Panagiotis Grigoriou évoque un « **méta monde** » où l'on vit selon une autre relation à la temporalité, à la nature, à son corps et aux autres. Il y a une avant-crise comme il y a une avant-guerre. La forêt n'évoque plus la promenade mais le bois qu'on coupe pour se chauffer. On ne mange plus de la même manière quand on ne peut pas s'offrir un appareil dentaire. Et le risque est grand qu'on en vienne à un individualisme radical, au cauchemar de la guerre de tous contre tous.

C'est à se demander s'il est encore permis d'espérer. *Attendons, préparons la grande révolte populaire !* clameront Mélenchon et les mélenchoniens. Ils feraient bien de lire Panagiotis Grigoriou, qui donne la parole aux Grecs qu'il rencontre sans jamais les figer dans des postures convenues. Il dit admirablement les colères, les résistances, les solidarités mais aussi les effondrements – celui de la classe moyenne – et les contradictions de citoyens à la fois lucides et interloqués, fous de rage et accablés et si perdus de repères qu'ils peuvent hésiter entre le vote pour Syriza (gauche radicale) et le soutien

à l'Aube dorée. Dans l'immense désordre des pensées, des sentiments et des actes, les manifestations de rue s'additionnent sans que les syndicats et les partis d'opposition parviennent à bloquer la Troïka et les affairistes qui prospèrent grâce au désastre. Tandis que le Parti communiste s'en tient à sa ligne sectaire, Syriza est porteur de grands espoirs pour les prochaines élections sans que l'on soit certain que cette jeune formation et ses éventuels alliés sauront en cas de victoire sortir de la zone euro ou s'en faire expulser.

Cette rupture souhaitée ne sera pas suffisante. Panagiotis Grigoriou écrit en conclusion qu'il faudra réinventer la société, aujourd'hui livrée au capitalisme du désastre, et résoudre le problème de la répartition des richesses. Telle est la tâche à entreprendre dans chaque nation, afin que l'Europe tout entière puisse revivre et se développer.

Bertrand RENOUVIN

(1) Panagiotis Grigoriou - « *La Grèce fantôme, Voyage au bout de la crise (2010-2013)* », Fayard, 2013. Toutes les citations sont tirées du livre. L'auteur publie régulièrement de nouvelles chroniques sur son blog : <http://www.greekcrisis.fr/>

La France, l'Europe et l'histoire

Ce n'est pas en niant le passé, ni en acceptant diverses formes de régression, que la France et l'Allemagne pourront, avec les autres nations européennes, participer de façon décisive aux affaires du monde. La leçon de Jean-Pierre Chevènement est à tous égards magistrale.

Un homme d'État doit régler sa démarche selon une histoire multiséculaire pleinement assumée mais sans jamais accepter qu'elle pèse sur le présent et l'avenir comme une fatalité. C'est ainsi que l'action politique peut se renouveler, dans la fidélité à des principes d'autant plus solides qu'ils auront été sérieusement pensés. Ancien ministre, aujourd'hui sénateur, Jean-Pierre Chevènement est la seule personnalité politique capable de publier un livre de **doctrine**. (1)

Ce constat accable autant qu'il réjouit : l'ancien candidat à la présidence de la République n'a pas d'interlocuteur dans un milieu dirigeant engoncé dans la gestion et éperdu de communication, mais ce livre de doctrine nationale et européenne est accueilli avec grand faveur dans le parti patriote – par Jacques Sapir, (2) par Régis Debray, par de très nombreux citoyens. Les lecteurs de Royaliste y retrouveront des analyses, des critiques et des projets en tous points familiers. Il est par conséquent inutile que je reprenne les remarquables développements qui concernent les mondialisations des années 1900 et des années 2000, la logique post-démocratique de l'Union européenne et l'indispensable passage de la monnaie unique à la monnaie

commune. Nous pouvons dès lors nous concentrer sur trois enjeux décisifs dans l'ordre des relations internationales :

- **Il faut refonder la relation franco-allemande.** Les élites françaises cultivent une idéologie post-nationale qui s'accompagne étrangement de l'apologie du « modèle allemand » et le centenaire de la Première Guerre mondiale risque d'être marqué par une inflation de Pensée correcte : la guerre a été provoquée par les nations et l'Europe sera en paix si elle dépasse les nations. Jean-Pierre Chevènement anticipe le discours officiel qu'il réfute pour une raison hautement politique. On ne peut construire la relation entre deux peuples sur des mensonges. Il faut « *aborder les problèmes sans fioritures* » selon le vœu d'Angela Merkel et affirmer tranquillement ce que les historiens ont établi : le Kaiser et le grand état-major sont responsables du déclenchement d'une guerre, évitable, qui avait pour but d'assurer la domination du Reich en Europe. L'année 1914 marque ainsi le début d'une Guerre de trente ans (3) qui s'achève en 1945 par la double défaite du pangermanisme, exacerbé par l'échec de 1918, et de l'idéologie raciste du national-socialisme.

Jean-Pierre Chevènement explique comment l'Allema-

gne de l'Ouest s'est relevée avec l'aide des Alliés et comment elle est devenue, après avoir récupéré la République Démocratique allemande, une puissance occidentale normalisée qui est fière de ses succès économiques et qui prétend imposer ses recettes à ses partenaires européens. Les Français auraient tort de craindre le retour d'une Allemagne qui n'a jamais été *éternelle* car les Allemands n'ont pas inquiété la France entre le traité de Verdun (843) et la fin des guerres napoléoniennes (1813), puisque l'Allemagne unifiée peut être paisiblement démocratique. Mais les dirigeants allemands se trompent lorsqu'ils veulent nous imposer un modèle de déflation salariale et d'exportation à tout-va qui peut être appliqué dans un pays mais qui ne saurait être érigé en impératif catégorique pour tous les pays d'une zone donnée : les exportateurs doivent trouver des importateurs. L'Allemagne est donc engagée dans une contradiction. Elle peut en sortir en cédant à la « *tentation du grand large* » longuement analysée par Jean-Pierre Chevènement ou en redéfinissant, avec la France, sa politique européenne.

- **Il faut affronter la question de l'hégémonie au XXI^e siècle**, si les nations européennes veulent éviter d'être marginalisées par le jeu des anciennes

et des nouvelles grandes puissances. Les principaux rivaux sont les États-Unis et la Chine, engagés dans une compétition qui n'aura pas nécessairement une conclusion militaire. Mais attention ! Après le partenariat transpacifique, les négociations transatlantiques rendent manifeste « *l'intention stratégique des États-Unis [qui est] d'isoler la Chine et de renforcer leur emprise sur leurs alliés de part et d'autre des océans qui baignent l'Amérique.* » À terme, « *ils entendent bien resserrer leur leadership sur le reste du monde pour créer, s'il en était besoin, une vaste coalition face à la Chine.* » D'où la nécessité d'un projet spécifiquement européen.

- **Il faut construire l'Europe européenne** sous la forme d'une « *confédération de nations* » selon l'expression de Jean-Pierre Chevènement. Des nations **souveraines** car il n'y a pas de démocratie hors de la souveraineté nationale. Des États – à commencer par le nôtre – ayant renoué, contre l'oligarchie, avec la tradition républicaine du service de l'intérêt général qui n'implique pas le sacrifice du bien-être de tous et de chacun. Des peuples qui pourraient s'engager dans une nouvelle aventure historique – celle qui permettrait d'organiser « *une grande Europe de Brest à Vladivostok, une Europe ouverte sur la Méditerranée et vers l'Afrique* ».

Ce projet explicitement gaullois est le nôtre. Nous en rêvions au temps de la Guerre froide. Nous l'avons vu s'esquisser puis s'effacer après la chute du Mur. Il faudra bien des ruptures politiques pour qu'il soit relancé.

B. LA RICHARDAIS

(1) Jean-Pierre Chevènement - « **1914-2014 - L'Europe sortie de l'histoire ?** », Fayard, 2013.(

(2) Cf. l'analyse de Jacques Sapir : <http://russeurope.hypotheses.org/1664>

(3) Charles de Gaulle, discours de Bar-le-Duc, 28 juillet 1946.

Jean-Claude Guillebaud par lui-même

Il y avait autrefois une excellente collection aux éditions du Seuil intitulée *Écrivains de toujours*, et dont l'originalité consistait à faire présenter les auteurs par eux-mêmes, bien qu'il y fallut la médiation d'un critique, assez bon connaisseur de l'œuvre pour pouvoir s'effacer au maximum derrière les textes. Jean-Claude Guillebaud n'a eu nul besoin de recourir à un tel médiateur, et au demeurant ce n'est pas vraiment son œuvre d'écrivain qu'il nous offre à reconnaître, mais tout simplement sa vie. Le genre littéraire des confessions est aussi ancien que le célèbre évêque d'Hippone et il a pu servir à bien de usages, celui de Jean-Jacques Rousseau renvoyant à un égotisme presque impudique. Jean-Claude Guillebaud par lui-même, ce n'est pas du tout Jean-Jacques, ni même Augustin. S'il puise jusque dans ses souvenirs les plus intimes, c'est pour réfléchir à voix haute sur son destin certes le plus personnel, mais complètement engagé dans une époque qu'il lui a fallu affronter, apprivoiser. Je ne dirais pas dominer parce que c'est impossible, même au plus déterminé des héros. Et ce n'est pas d'héroïsme qu'il se vante en l'espèce, mais d'une peur surmontée : « Si j'évoque dans ces pages mes peurs et mes blessures, ce n'est pas pour exhiber ce qu'André Malraux appelait **un misérable petit tas de secrets**. Il s'agit plus simplement de dire comment je suis venu à bout de ces peurs, et de quelle façon on arrive toujours à vaincre ce qui nous terrorisait. »

Mon intérêt pour une telle confession, outre l'amitié que j'ai pour l'auteur, s'explique aussi par le fait qu'elle concerne une génération, qui se trouve être la mienne. Arrivé à un certain âge, on éprouve la tentation d'un regard rétrospectif, ne serait-ce que pour se défendre du jugement qu'on voudrait bien porter sur la façon dont nous avons eu de nous comporter. « Il ne s'agit pas de glorifier un mérite mais d'évoquer quelques leçons apprises. » La première de ces leçons concerne l'affaire algérienne que notre génération a vécue avec une intensité tragique, même si l'arrêt des combats en 1962 ne nous a pas conduits à revêtir l'uniforme sur le théâtre d'opération. Jean-Claude Guillebaud avait une raison supplémentaire de partager notre commune passion, puisque né sur la terre algérienne, sa mère était pied-noir complètement engagée pour sa cause, et son père, officier supérieur rigoureusement fidèle à de Gaulle, y compris celui des accords d'Evian. On perçoit la contradiction intime. Certes, au moment de l'exil, le jeune Jean-Claude est déjà en métropole depuis bien longtemps, mais il porte la blessure : « Lycéen charentais, j'étais seulement spectateur de cette tragédie mais, au fond de moi, j'avais l'impression d'en faire partie, larmes et fureurs comprises. » Pourtant, intellectuellement et politiquement, il est divisé en lui-même, quasiment moitié gauche, moitié droite. D'un côté, Raoul Girardet, Jacques Perret, Pierre Boutang, de l'autre Jules Roy, André Mandouze, Henri Alleg. « Cette culture **en partie double** comme on dit d'une comptabilité n'était pas un choix raisonné ni héroïque, mais le produit encombrant des circonstances. » Si un peu plus tard, il vire carrément **progressiste**, il ne sera jamais débarrassé des scrupules produits par l'**ambivalence des vérités**. « Je déteste depuis toujours les engagements simplifi-

cateurs, ceux qui ne peuvent s'affirmer qu'en faisant de l'autre un démon. »

Mais que dire alors de l'expérience du correspondant de guerre ? Pour la plupart d'entre nous, même journalistes, c'est ce que nous n'aurons jamais vécu, sauf par procuration, par l'intermédiaire justement de cette petite élite privilégiée qui a connu l'épreuve du feu, partout où ça explosait sur cette sacrée planète : « *Du Biafra au Vietnam, du Liban à l'Éthiopie, de l'Iran au Bangladesh, Israël, Gaza ou Sarajevo, j'ai passé une partie de ma vie à voir mourir des êtres humains.* » Quelle sorte de sagesse amère ont pu distiller cette proximité du danger et ce spectacle des cadavres ? Mais c'est une surprise qui s'impose et nous en dit beaucoup sur la nature humaine, en nous révélant *la jubilation ambiguë qui accompagne toujours la violence et la guerre, quel que soit le camp où l'on se trouve*. Pour comprendre cela, il faut accompagner Guillebaud en imagination au Vietnam, où sanglé à l'extérieur d'un hélicoptère à côté de deux mitrailleurs, il survolait de dix mètres une route. « *Il s'agissait d'arroser les bas-côtés à la mitrailleuse pour y prévenir les embuscades potentielles en éliminant ceux qui les préparaient.* » Une vraie scène de cinéma, à ceci près que ce n'est pas du jeu : « *Comment nier qu'il y avait en tout cela une griserie, peut-être haïssable, mais forte et partagée. Les plus hostiles à la guerre du Vietnam y goûtaient comme les autres.* » Le *dégoûtant plaisir de la guerre* peut-il avoir raison du pacifiste le plus idéaliste, fan de Joan Baez ou de Bob Dylan ?



par Gérard Leclerc

aux grandes interrogations. Celle du péché originel, obsession augustinienne, en fait partie, avec ses amplifications extrêmes style janséniste. Mais il y a aussi un juste discernement, celui qui vise plus une blessure native qu'un mal radical. Et puis, il y a en plus ce que le marxiste hétérodoxe Ernst Bloch appelait *le principe espérance*, du moins si l'on purge le messianisme moderne des poisons d'un certain utopisme. Dans les pires situations, ce n'est pas forcément le mal qui gagne. Là où l'extrême désolation a semblé fermer à tout jamais l'idée même d'une renaissance, l'inattendu se produit. « *Bref, si le Vietnam fut bel et bien un pays martyr, la débâcle n'a pas eu lieu. Au Biafra non plus (...) il roule ainsi au cœur même de la catastrophe une germination prometteuse (...) ainsi donc, si le monde se défait, notre espérance a mille raisons supplémentaires de se mettre à l'écoute.* »

Voici pourquoi ce *Jean-Claude Guillebaud par lui-même* en traversant une vie singulière nous fait goûter la vie même, sa fragilité, son amertume, mais aussi la joie qui peut l'habiter avec le rebondissement des renaissances. Une dernière image : lorsque l'enfant, né en Algérie et qui n'y était jamais retourné, revient enfin au lieu de ses premiers pas, soixante-cinq ans se trouvent brusquement effacés : la blessure était traversée et la peur congédiée.

Jean-Claude Guillebaud – « *Je n'ai plus peur* », Récit, L'Iconoclaste.

Des vérités pas toujours délicates

Un film et un livre. *Le loup de Wall Street* de Martin Scorsese et *Une vérité si délicate* de John Le Carré. L'un sur la corruption des élites économiques, l'autre sur la corruption des élites politiques.

Pour le Scorsese, rien de nouveau sous le soleil. Un biopic : Jordan Belfort et ses copains ont passé les années 90 le nez dans la coke à se goberger sans s'arrêter à temps. Le sentiment de leur toute puissance les amène à négliger le *deal* très honorable que l'État américain leur propose pour passer l'éponge. Ce n'est qu'acculé que Belfort finit par dénoncer ses acolytes pour ne passer que trois ans en prison. À sa sortie, il monnaie très cher ses cours de vente, adulé comme une *rock star*. Le problème c'est que la mécanique tourne un peu à vide. On ne nous apprend rien de nouveau sur les années spéculatives 90-2000, on ne nous montre rien de plus que leur extrême vulgarité pour tomber dans une surenchère qui ne mène paradoxalement qu'à la fadeur.

Une vérité si délicate traite des liens grandissants de l'État avec l'économie mondialisée, les sociétés privées, en l'occurrence une société militaire privée (*La constance du jardinier* couvrirait les crimes des lobbies pharmaceutiques). Le Carré, d'évidence, est toujours en colère, malgré quelques invraisemblances. Et comme souvent la fin est attendue et un peu décevante !

Ici le lanceur d'alerte, c'est tout de même un ancien diplomate bien candide. Les hauts fonctionnaires qu'il tente désespérément d'alerter sont soit impliqués, soit complices par volonté de ne pas savoir. Crispin, le patron de la milice

privée serait-il, selon l'auteur, un de ceux qu'Hannah Arendt décrivait dans la *banalité du mal* ? Lui-même, se voyant sûrement comme « *un fidèle serviteur de notre société obéissant aux lois du marché* », il est pour l'auteur, « *le prototype de l'adolescent attardé, amoral, crédible, semi-éduqué, beau parleur, avec son petit costume sur mesure et son insatiable appétit pour l'argent, le pouvoir et le respect quelle qu'en soit la provenance.* » Il cite également Friedrich Schiller « *ce contre quoi les dieux et les hommes sensés luttent en vain (...) était l'indifférence totale et aveugle à tous les intérêts humains en dehors des leurs.* »

Justement ce qui frappe à la fin, c'est que l'on peut aujourd'hui tout dire, les vérités les plus choquantes font flop. Même les lanceurs d'alertes paraissent des marionnettes. Les activités bancaires qui ont mené le monde dans le mur dépassent aujourd'hui en volume le niveau de 2008. La France est le seul pays qui a tenté la séparation des banques mais le Parlement européen a d'ores et déjà annoncé qu'il ferait barrage. Les scandales de corruption au niveau de l'État existent depuis plus longtemps qu'on ne s'en souvient mais ils prennent insidieusement les couleurs du quotidien.

Tous les désordres, les indignations passées se recyclent en spectacles donnés par des « même pas » repentis, ou en objet littéraire ou cinématographique.

Kristine MASSA

Retour de flamme

Avec Régis Debray, reprenons les paroles nouvelles d'un vieux chant révolutionnaire : « *Debout, les anciens de la terre !* » car ce sont eux qui ouvrent les portes de l'avenir.

Les anciens combattants de mai 1968, qui sont maintenant à la retraite, peuvent se réjouir. S'ils n'ont pas fait la Révolution rouge ou noire, ils ont au moins laissé une trace idéologique qui n'est pas du même tonneau que la *Pensée du Président Mao* mais qui a durablement marqué les esprits : le jeunisme. Tout le monde connaît la chanson qui fait rimer jeune avec moderne, branché, vitesse, décomplexé et j'en passe. Le jeunisme intègre le bougisme – et vice versa – pour pulvériser tout ce qui est ringard, réactionnaire, moisi et dépassé. Exemple : être jeune, c'est croire au Marché, à la monnaie unique, aux acteurs culturels, aux deux Jacques (Séguela et Attali), aux deux Alain (Minc et Touraine) et à aux valeurs boursières.

Courant sus au consensus, Régis Debray appelle à la mobilisation contre le jeunisme, désigné comme « *l'ennemi numéro un des jeunes* ». Défendrait-il les vieux, lui qui a pas mal de printemps au compteur ? Non point. Il existe, entre la vieille baderne et l'Ancien, une opposition que l'histoire établit sans conteste. La Révolution française, qui fut l'œuvre de jeunes gens (Saint-Just, Robespierre, le général Bonaparte) institua la Fête de la vieillesse. Et la Résistance, cette « *armée de gamins et d'amateurs* », ne s'est jamais définie comme un mouvement

de jeunesse et n'a jamais lancé d'appel à la Jeunesse. Ce sont les veilles badernes de Vichy qui ont inventé les Chantiers de la jeunesse et glorifié « *une jeunesse régénérée et ardente, saine, épurée et virile.* »

Mais aujourd'hui ? On se méfierait du culte du patrimoine, qui s'étend au fur et à mesure que l'enseignement de l'histoire se rétrécit et on soulignerait avec Régis Debray une formidable contradiction : la France est un pays d'une belle vitalité démographique, « *or la classe dirigeante, repliée sur ses forteresses, accumule mandats et droits acquis, quand vingt millions de jeunes de moins de vingt-cinq ans peinent à trouver des emplois, beaucoup devant s'expatrier. Dans cet univers de seniors aux loyers prohibitifs, aux candidatures mijotées vingt ans à l'avance, aux promotions longuement mûries et aux conseils de surveillance verrouillés, le jeune, qui expie en réalité, triomphe en image et par l'image, avec l'aveu et le soutien enthousiaste du kroumir aux commandes.* »

Alors il faut proclamer avec Mandelstam que « *le classicisme est l'art de la révolution* », retrouver la mémoire historique, remonter aux sources et prendre conseil auprès des Anciens (Aristote, Charles de Gaulle...) pour se projeter dans l'avenir.

Sylvie FERNOY

(1) Régis Debray - « *Le bel âge* », Flammarion, 2013.

A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos amis et sympathisants dans nos locaux (38 rue Sibuet Paris 12ème) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain.

La conférence commence à 20 heures précises. Accueil à partir de 19h45. Entrée libre, une participation aux frais de 2 Euros est demandée. Elle s'achève à 22 heures. Une carte d'Abonné des Mercredis annuelle (12 Euros) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir le programme des conférences.

Après la conférence, à 22 heures, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 7 euros).

Mercredi 8 janvier 2013

Les chrétiens d'Orient sont évoqués dans les médias le plus souvent lors des circonstances dramatiques (attentats, guerre civile, exil forcé), avant comme après les Printemps arabes. **Qui sont ces chrétiens d'Orient ?**

Jean-Marie Tissier, historien, délégué de l'Œuvre d'Orient, a réalisé pour l'hebdomadaire *France Catholique* une enquête sur les communautés catholiques orientales de Paris et de sa région. Il nous aidera à mieux comprendre l'histoire de ces communautés religieuses qui sont apparues au Proche-Orient dès le premier siècle de l'ère chrétienne et nous expliquera qu'elles ont toute leur place dans un monde arabo musulman dont elles ont toujours été partie prenante depuis 1300 ans.

Mercredi 15 janvier 2013

« Les héritiers dynastiques du comte de Chambord sont-ils

les princes de Bourbon d'Espagne, venant aux droits de Philippe V, en leur qualité de descendants de Louis XIV, ou les princes d'Orléans, à l'extinction de la branche aînée en France, en leur qualité de descendants de Louis XIII ? »

« En cas de restauration aujourd'hui, la couronne serait-elle dévolue à Louis de Bourbon ou à Henri d'Orléans ? »

Telles sont les questions que Patrick GERMAIN examine dans un ouvrage qu'il consacre au Roi légitime. Pour y répondre, notre invité étudie la renonciation par Philippe V à ses droits dynastiques en 1712 – renonciation qui lui permit de conserver ses droits à la couronne d'Espagne. Il examine ensuite l'attitude du comte de Chambord et de son entourage et la situation en 1883, à la mort du dernier Bourbon de la branche aînée.

La conclusion de Patrick Germain est de toute première importance pour les royalistes français.

Le site qui répond pour le moment à notre adresse : **www.nouvelle-action-royaliste.fr**, sera remplacé, dans les premiers jours de cette nouvelle année 2014 par une version définitive qui était depuis plusieurs mois déjà mise en chantier.

Nous vous invitons à l'aller visiter pour en juger à la fois les qualités et les défauts. Contrairement à la version provisoire qui se trouvait jusqu'alors en ligne à cette même adresse, le site proposera, comme le faisait l'ancien, tout un éventail de services en ligne qui vous permettront de conserver un lien avec nous et en sus de pouvoir acquérir tant livres que revues dans nos conditions habituelles.

Faisant une grande part à l'image, il est à la fois un outil d'informations très actuelles mais également, pour les chercheurs et les curieux, une source de choix pour l'histoire de notre mouvement tant au plan du combat que des idées politiques.

Nous espérons qu'il répondra à vos attentes et que cet outil deviendra rapidement le vôtre.

La rédaction de *Royaliste* présente ses meilleurs vœux de bonheur, de prospérité et de santé à la Maison de France ainsi qu'à l'ensemble de ses lecteurs et de ses amis pour l'année 2014.

Communiquer avec la NAR

38, rue Sibuet
75012 Paris

Adresse électronique :

info@nouvelle-action-royaliste.fr

Sites Internet :

<http://www.nouvelle-action-royaliste.fr>

<http://archivesroyalistes.org>

Tél. : 01 42 97 42 57

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

Adresse internet :

souscrit un abonnement de :

☐ trois mois (20 €) ☐ six mois (30 €) ☐ un an (50 €) ☐ soutien (120 €)

Royaliste, 38, rue Sibuet 75012 Paris

Bonne année 1930 !

Curieuse époque : la classe dirigeante se veut résolument moderne mais elle est très en retard sur le calendrier. L'an dernier, lors des mouvements de révoltes dans l'Ouest, on se serait cru revenu à l'époque des Bonnets rouges (1675) et il fut facile de faire un bond d'un siècle pour se retrouver dans une situation exaltante : pas de doute, nous étions en 1788, aux premiers moments d'une crise révolutionnaire ! L'an neuf ne changera rien à la situation : on va prendre, c'est certain, toutes les Bastilles qui se présentent.

Cette vision optimiste de la réputation d'un passé largement fantasmé heurte une rétroaction très courante chez les oligarques de gauche : nous sommes en 1930, c'est le retour des heures-les-plus-sombres. Il y a la crise, qui engendre le fascisme repeint aux couleurs du Front national et nous allons par conséquent avoir la guerre. C'est pourquoi il ne fallait pas être munichois en septembre dernier, comme l'a dit Harlem Désir, et bombarder Damas qui abrite l'une des réincarnations d'Hitler.

En manque de projets, les états-majors politiques et les intellectuels de cour croient avoir intérêt à broder des métaphores sur une histoire qu'ils ne connaissent pas. Nous n'avons pas à abolir une société d'ordres, ni à inventer un système de représentation nationale. La monnaie unique, le libre-échange, la globalisation financière et la répartition des revenus exigent des solutions spécifiques qu'on ne trouvera pas dans les discours des grands orateurs de la Révolution française. Il est par ailleurs absurde de rabattre notre début de siècle sur les années trente, caractérisées

par trois systèmes totalitaires qui étaient ou se voulaient de grandes puissances militaires. Les totalitarismes ont disparu en Europe et l'arme nucléaire a bouleversé les rapports de force dans le monde.

D'où cette révélation époustouflante : nous ne sommes pas en juillet 1789, ni en février 1934, ni en juin 1936, ni en août 1944, mais bien en 2014, dans une situation inédite ! Il faut donc se préparer à vivre une succession d'événements nouveaux et incohérents



où l'on retrouvera des éléments connus et des références stables. Il ne s'agit pas d'abolir un *Ancien régime* constitutionnel : nos trois Constitutions, politique, administrative, économique et sociale, sont à rénover grâce aux nouvelles élites qu'il faut promouvoir. Après la dérive européiste, il faut retrouver notre tradition nationale et construire sur l'ensemble de notre continent une Confédération de tous les États européens... Notre programme d'action est connu (1) et correspond pour une très large part aux idées avancées par l'ensemble du *Parti patriote*.

Les conditions qui rendraient possible un tel programme restent énigmatiques et je vois, chez certains compagnons de route, que le pessimisme tourne au désespoir. Il est vrai que toutes les formations politiques classiques sont perdues de réputation et que le Front national risque de jouer, à son corps défendant, un rôle de stabilisation du système des partis. Il faudra donc l'apparition de forces nouvelles qui puiseront dans l'ensemble de nos traditions politiques. Tel est le vœu que nous avons souvent formulé et qui ne s'est pas encore réalisé. La faillite politique, intellectuelle et morale de l'UMP et du PS, l'échec de Jean-Luc Mélenchon et l'inconsistance des Verts finiront cependant par provoquer une renaissance politique. Trois phénomènes nous permettent de garder espoir :

Le haut niveau d'éducation des Français, bien mis en évidence par Emmanuel Todd et Hervé Le Bras. La collectivité nationale a gagné en connaissances et en lucidité, face à une oligarchie qui croit diriger des agrégats de naïfs et d'imbéciles.

L'existence d'un parti patriote qui ne peut pas encore se rassembler dans une organisation mais qui n'agit plus en ordre dispersé. Ce parti de l'ombre a contourné les grands médias par ses nombreuses publications sur la Toile, qui sont lues par des centaines de milliers de citoyens prêts à se mobiliser, comme ils l'ont fait pour le Non au référendum de 2005.

Le rôle d'une génération de chercheurs qui, au contraire des intellectuels médiatiques en préretraite, éclaire magistralement les débats en cours et indique les combats prioritaires.

C'est la combinaison de ces trois facteurs qui peut être révolutionnaire.

Bertrand RENOUVIN

(1) Cf. sur les motions des congrès de la NAR sur notre site.